



## **Territoires durables: La coopération intra régionale pour un avenir performant et vert**

### **PREMIERE ANNONCE**

Séminaire thématique More4nrg  
Abruzzo (I), 8 Octobre 2010

Grâce à l'intégration des objectifs 20-20-20 au sein de la stratégie Europe 2020, l'Union Européenne poursuit une politique énergétique et climatique ambitieuse visant l'avènement de territoires durables. Cependant, le succès de cette politique passe nécessairement par une participation et des efforts réels de tous les acteurs régionaux et locaux. Environ trois quarts des régions européennes ont déjà mis en application des stratégies énergétiques, dont beaucoup impliquent une coopération intra régionale entre différents acteurs comme les villes, les municipalités, les entreprises, les Chambres de Commerce ou d'autres organisations compétentes.

Essentielle pour la définition d'actions dans les domaines énergétiques et climatiques tant pour les régions que pour les villes et les municipalités, la coopération intra régionale joue également un rôle majeur en termes d'innovation et de développement économique. De fait elle constitue une nouvelle façon d'appréhender l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être. Les territoires durables ainsi créés permettent une approche globale des phénomènes auxquels sont confrontées nos régions : changement climatique, urbanisation galopante, besoin de davantage de croissance, mondialisation...

La conférence vise à débattre de l'amélioration de la coopération entre décideurs politiques régionaux et locaux et spécialistes au sein de leurs territoires. Le but étant de faciliter la mise en oeuvre de leurs stratégies énergétiques afin de contribuer à la réalisation des objectifs énergétiques européens. Il s'agit par ailleurs de présenter des bonnes pratiques régionales pour démontrer comment la coopération entre acteurs publics et privés peut participer à l'amélioration des politiques régionales.

#### **Lieu et dates :**

Les 7 et 8 Octobre à Pescara, Abruzzo (I)

#### **Déroulement de la conférence:**

La conférence se divisera en deux parties :

- La première consistera en une introduction au thème général du séminaire en soulignant les interactions au niveau régional ainsi qu'en présentant les facteurs européens et régionaux pouvant favoriser l'essor de territoires durables. Des intervenants détailleront, par ailleurs, à l'attention de tous les acteurs régionaux, les outils pour le développement d'espaces de vie et de croissance économique respectueux de l'environnement et assurant de bonnes conditions de vie.
- La deuxième sera consacrée aux outils pratiques pour le développement d'un territoire durable. Une première session mettra en exergue la coopération entre les régions, les villes et les municipalités. Une seconde examinera la manière dont les régions peuvent pleinement collaborer avec les entreprises, leurs Chambres Consulaires et associations respectives.

Tout au long de la conférence, des praticiens régionaux présenteront également d'autres instruments conçus pour aider les décideurs politiques et les chargés de planification dans l'élaboration d'un consensus autour de la conception et du développement de communautés durables. A cet effet, des initiatives comme les méthodologies de benchmarking, les plans d'action énergie - climat, la cartographie des compétences et l'évaluation de l'impact environnemental seront soulignés.

### **Questions à aborder pendant la conférence :**

- Comment traiter les interrelations complexes entre les différentes activités de nos territoires comme l'occupation du sol, le transport, l'habitat, l'innovation, le développement économique et l'équité sociale ?
- En quoi la coopération intra régionale peut être une réponse à cette complexité ?
- Quel type d'outils de décision politique peut servir à la promotion des territoires durables ?
- Comment impliquer les entreprises et les citoyens dans le processus de planification ?
- Comment coordonner les rôles des autorités locales et régionales en charge des questions liés à l'énergie et au changement climatique ?
- À combien se chiffre ce type de politiques ? Sont-elles abordables pour les autorités régionales ? Peuvent-elles être considérées comme des solutions de long terme ?